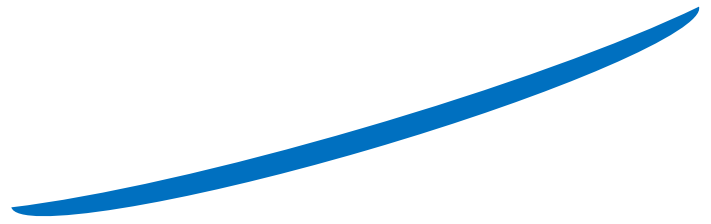




Éducation européenne



Une école européenne en Chine

Novembre 2014—n°7

La revue du groupe unitaire pour le développement des écoles européennes

M. Ignazio LACONO, Président du CCP, a accepté de donner à notre périodique une interview concernant les écoles européennes et notamment sur la création d'une école Européenne en Chine.

GUDEE

Nous avons demandé l'opinion de M. Iacono concernant les problèmes des Ecoles Européennes et notamment les restrictions budgétaires.

Dans ce numéro :

Une école européenne en Chine	1
The 10 most popular degrees in UK	1
Edito : Avoir la foi !	2
Stress at work	3
Conference on cyber bullying	3
Les « MASTERS » des Universités Françaises et les Grandes écoles	11
Study about the teaching profession	12
U-Multirank: a global university ranking	13
Information gaps holding back higher education in EU	13
New Management Board of the European Association of Career Guidance.	14
The Marie (Skłodowska) Curie fellows enjoy career success	15
Colloque « Enseigner l'Europe et l'UE à l'école	16

Il a souligné qu'en effet, les restrictions budgétaires et les obstacles que les Etats Membres créent sur le plan administratif, posent des problèmes pour le fonctionnement et le développement de ces excellentes écoles. En particulier la viabilité des petites écoles européennes est sérieusement affectée par les coupes budgétaires. L'apport budgétaire des élèves payants (CAT II, CAT III) permet de stabiliser en partie le budget, mais cette contribution ne suffit pas.

Au même moment où les Etats membres rechignent à s'acquitter de leurs obligations, la demande pour ce type d'écoles augmente, ce qui a conduit à la création des écoles Européennes dites « accréditées » et gérées par le secteur privé.

(Continued on page 4)

The 10 most popular degrees in the UK universities

United Kingdom universities are esteemed and respected, popular worldwide and offer a wide range of degrees.

Their popularity is certainly due, among other factors, to the English language, the new "Lingua Franca", the only real successor to the Latin of medieval times.

The presence in the UK of very prestigious universities, contributes also to the positive image and attractiveness of the UK education system. Even if not all UK universities are matching the level of Oxford or Cambridge, the aura of the prestigious names sends internationally a message of excellence and a promise of success in the work environment.

(Continued on page 6)

Avoir la foi !



L'Europe déprime. Dépression économique, bien sûr, mais pas seulement, peut-être même pas essentiellement. L'Europe n'a plus la foi. Plus de foi en son avenir ni en ses valeurs. On en voit les signes partout, tentation du repli identitaire, apathie, peur des changements...

S'il y a un investissement pour l'avenir, c'est bien sûr l'éducation. Or, on la néglige. Là aussi, on la livre aux comptables qui la voient comme un coût, qui rognent, qui mégottent et qui y imposent l'austérité.

Plusieurs pays européens voient les indices de qualité de leur éducation se dégrader année après année. Les gouvernements se contentent de contester, mollement, les méthodologies des études qui révèlent ce diagnostic, sans d'ailleurs en nier vraiment les conclusions. Quant aux remèdes, il n'en n'est pas question... trop coûteux, trop difficiles, trop conflictuels...

Un vieil adage dit que ce qui importe, ce n'est pas combien ça coûte mais combien ça rapporte...

En Chine, un homme a été frappé par ses rencontres avec des jeunes gens issus des écoles européennes. Frappé par leur dynamisme, par leur éducation, par leur capacités linguistiques, par leur ouverture d'esprit, par leur capacité à comprendre les cultures.

Il s'est aussitôt demandé comment importer en Chine ce modèle éducatif. Il faut avoir la foi pour se poser cette question. Foi en un avenir que l'on construit, foi en un développement humain que l'on favorise...

Le résultat, c'est une école européenne à Luoyang. Une école voulue par quelques personnes qui ont encore la foi suffisante pour se dire que cet investissement sera rentable pour l'école, pour la ville et pour la Chine.

Le Conseil supérieur aurait pu faire une grande publicité autour de cet événement, il aurait pu célébrer la réussite du modèle et son attractivité. Il aurait pu surtout se féliciter que les jeunes gens issus des écoles européennes puissent susciter tant d'espoirs.

Mais non, il a géré les petites et grandes difficultés administratives pour insérer cette école dans le système, comme il avait géré l'insertion d'une autre école, celle de Bad Vilbel, elle aussi, un acte de foi en un modèle éducatif séduisant offert au public allemand.

Et puis, il est retourné bien vite aux 'vrais' problèmes : budgets en peau de chagrin, organisation de la pénurie d'enseignants, embauches sous des statuts précaires et sous-payés, fermeture d'une école, restrictions aux inscriptions, gel des contrats locaux avec des entreprises ou d'autres institutions, etc...

Le Conseil supérieur n'a pas la foi. Pas la foi suffisante pour se dire qu'il y a un potentiel inexploité, que les écoles qu'il gère avec tant de pingrerie pourraient se développer dans tous les centres économiques européens et s'exporter dans beaucoup de régions du monde.

Le Conseil européen n'a pas la foi. Les écoles européennes sont un modèle dont l'action extérieure de l'UE pourrait s'emparer pour diffuser les valeurs de l'Europe et pour accroître son influence.

Ce numéro *d'Éducation européenne* est un acte de foi. Foi en une éducation de qualité, ouverte aux cultures. Foi surtout dans les jeunes qui en reçoivent le diplôme et qui sans doute vont aider à réveiller la confiance en un avenir que l'on construit ensemble, dans un esprit de tolérance et de paix.

Le GUDEE cherche des collaborateurs et des contributeurs

Vous êtes parent d'élève ? Vous êtes professeur ou agent des Ecoles Européennes ?

Vous voulez aider à faire connaître le point de vue des usagers et des personnels des Ecoles Européennes ?

Le **Groupe Unitaire pour le développement des Écoles Européennes** (GUDEE) est l'enceinte dans laquelle tous peuvent se rencontrer pour influencer sur les décideurs.

Aidez-nous à définir nos positions et à les défendre.

Rejoignez-nous et participez à notre réunion :

Mardi 16 décembre 2014 de 12h30 à 14h30

Salle 2/206, rue de la Loi, 80

<http://gudee.eu>

Contact : gudee@gudee.eu

Stress at work

Stress is one of the most frequently reported work-related health problem in Europe and is believed to be the cause of the majority of all lost working days. The "Healthy Workplaces Manage Stress" campaign launched on April 2014 by the European Agency for Safety at Health at Work (EU-OSHA) aims to raise awareness about the psychological, physical and social risks linked to stress at work.

Addressing stress and psychosocial risks is one of the challenges covered by the forthcoming EU Strategic Framework on Health and Safety at Work 2014- 2020.

Workers affected by stress find it difficult to concentrate, make more mistakes and are subject to more frequent accidents at work. Prolonged psychological pressure may result in serious health problems such as cardiovascular or musculoskeletal diseases, leading to poor working performance and more absenteeism.

The campaign aims to help employers' and workers' representatives, managers and workers to identify and manage stress and psychological, physical and social risks in the workplace. It also promotes the use of simple tools which can help organisations to effectively manage such risks.

In the Commission, our Trade Union Union4Unity (U4U), recognising the seriousness of the matter has organised in September a conference open to all the staff.

More information:

<https://www.healthy-workplaces.eu/en>

An issue closely related to the stress in the workplace is the question of the "Burn out", coming as a result of complex factors, including the stress.

In Belgium, new provisions on the prevention of psychosocial risks at work are published in the Belgian Official Gazette April 28, 2014:

- a) Act of 28 February 2014 supplementing the Law of 4 August 1996 on the well-being of workers in their work and the prevention of psychosocial risks in the workplace including in particular, violence, bullying and sexual harassment in the workplace;
- b) Act of 28 March 2014 amending the Judicial Code and the Act of August 4, 1996 [...] regarding legal proceedings and
- c) the Royal Decree of 10 April 2014 on the prevention of psychosocial risks at work .

These laws came into effect on 1 September 2014.

Link to the 'Moniteur' where you can search for these texts:

<http://www.moniteur.be>

Une école européenne en Chine

(Continued from page 1)

Lors des « Etats généraux sur les Ecoles Européennes » a été lancée l'idée de la création de telles écoles dans d'autres continents, comme vitrine pour une éducation européenne de qualité.

Bien sûr, en ce moment la plupart des participants pensait à une action venant de la part des Etats membres, or, ces derniers n'ont pas bougé.

On dit que la nature déteste le vide et dans le cas présent une initiative privée, venue de Chine, a comblé le manque d'action de nos ministères.

Il va de soi que la mise en place d'une école européenne en Chine n'est pas un fait du hasard. L'aventure a commencé quand un nombre d'anciens élèves de l'Ecole européenne de Bergen se sont retrouvés après leurs études universitaires à travailler comme cadres dans une grande industrie Chinoise.

Le Directeur Général de cette industrie a remarqué le dynamisme, l'ouverture d'esprit et l'efficacité de ces personnes venant de divers pays de l'Europe. Il a demandé d'où venait ce profil atypique et où ils ont été éduqués. Les

élèves l'ont invité à visiter lors de son prochain voyage en Europe, leur école à Bergen, et ce qui a été fait.

Enthousiasmé de cette visite, il a décidé qu'il faudrait former des chinois de la même manière et a demandé à des professeurs (et notamment au Prof. Dany Haas et au Prof. Sofia Gardelli – ancienne Chef d'unité chargée du baccalauréat européen au Conseil Supérieur) de l'aider pour créer une telle école en Chine, à la ville de Luoyang (6,5 millions d'habitants).

La suite a été rapide, grâce à la vitesse chinoise bien connue. L'école européenne de Chine est située dans la charmante ville de Luoyang, près du fleuve Luo et du parc Luopu. Elle a ouvert ses portes en septembre 2014. L'école s'étend sur 83 hectares et comprend des bâtiments indépendants réservés aux différentes classes, des bâtiments administratifs, un complexe pour les activités sportives et périscolaires et des restaurants.

Les élèves des écoles maternelle, primaire et secondaire disposent de bibliothèques, de salles dédiées à l'enseignement informatique, l'éducation musicale, artistique, théâtrale, scientifique. Il y a un gymnase et des terrains en plein air ainsi que des cours de récréations adaptées aux différents groupes d'âge.

Une plateforme e-learning permet de connecter les élèves à leurs professeurs et d'avoir des contacts avec l'école partenaire, l'Ecole européenne de Bergen aux Pays-Bas. A l'internat, les dortoirs sont adaptés aux différents groupes d'âge. Des activités périscolaires sont organisées. Deux restaurants -chinois et européen- proposent aux élèves et au personnel des repas chauds, sandwiches, snacks et boissons sept jours sur sept.

L'école propose un enseignement allant du maternel à la 5^{ème} secondaire. Ensuite, les élèves terminent leur scolarité en Europe (6^{ème} et 7^{ème} secondaire) en remplissant des places vacantes dans des écoles européennes et contribuent en même temps aux finances de ces écoles.

Ils obtiennent le BAC européen et continuent leurs études universitaires en Europe.

Le Directeur de l'école est M. Dany Haas.

Il est quelque peu regrettable que la direction des écoles européennes n'ait pas immédiatement accueilli cette initiative, probablement elle lui paraissait trop lointaine, malgré le fait que l'idée de trouver des partenaires financiers est

(Continued on page 5)



Entrée monumentale



souvent à l'ordre du jour des discussions concernant le budget des écoles EUR.

Le Comité du personnel estime que cette initiative doit être poursuivie et compte soumettre le projet à la nouvelle Commission.

Nous avons demandé M. Iacono pour quelle raison le Comité du Personnel s'intéresse aux les écoles européennes.

M. Iacono a répondu que même si les écoles européennes sont basées sur une Convention interétatique ad hoc, il ne faut pas oublier qu'elles ont été créées en 1958 à l'initiative du personnel des Institutions Européennes (des parents) de l'époque.

Pour le personnel, c'est un modèle de méthode d'éducation qui a fait ses preuves. Le développement et la dissémination de ce modèle est pour nous la solution idéale pour promouvoir notre modèle éducatif ans le monde, pour que l'Europe puisse garder sa position d'excellence au niveau international.

Le cyber bullying

**Le CESI, U4U et le Gudee
vous invitent à une réunion de réflexion**

**18 novembre, 13h-15h,
salle du CESI, 1-5 Avenue de la Joyeuse Entrée
B-1040 Bruxelles**

Le cyber-bullying (télé-harcèlement) est une pratique qui se répand grâce aux réseaux sociaux et qui peut avoir des conséquences graves, voire dramatiques, sur la socialisation de l'enfant et sur son estime de soi.

Comment repérer ces situations, comment y faire face ? La conférence profitera de l'expérience du secteur éducation des Institutions mais aussi d'associations spécialisées dans cette nouvelle forme d'agression.

Merci de nous confirmer votre venue: contact@gudee.eu .

The 10 most popular degrees in UK universities

(Continued from page 1)

The number of UK universities (almost every city has one) creates a large reception capacity for a large numbers of applicants (In 2013, UK universities received 2.711.870 applications from 677.375 applicants, and 495.595 received a place) and a large spectrum of possible studies and degrees.

Another factor is that studies in the UK have a low dropout rate. This comforts the potential students and their parents and tutors.

Nevertheless, it would be a fatal error to consider the low dropout rate as a sign of “easy studies”. The real reason is mainly a rigorous selection procedure of the candidates beforehand which has as a general result the relatively low dropout rate that we can observe.

Indeed, a whole administrative entity, known under the acronym “UCAS”, is responsible for screening potential students, taking care to ensure the selection of the newcomers in such a way that they are either considered able for the studies they plan to follow, or they are (gently) reoriented towards different studies which most are probably able to finish successfully.

The selection procedure can be pretty complex depending on the subject. The students are invited to make on-line applications well in advance (sometimes the procedure starts more than year before the acceptance of the student) and then starts a series of procedural steps, leading at the end to the acceptance or not of the candidate or to alternative offers.

For Medical studies, the selection is even more complex and demanding. The system in place at first sight seems to be made in order to give an advantage to the UK applicants. Students must motivate their reasons for pursuing these studies in their personal statement in their application. Voluntary or related work experience is very much encouraged. A special on-line test (UKCAT “UK Clinical Assessment Test”) must be done and is designed to test aptitude. Getting work experience can be challenging as in many EU countries, persons under 18 have legally no access to work in hospitals etc. Participation in activities such as the International Merit Award for Young People (known in the UK as the “Duke of Edinburgh” award) can be an advantage as it is designed to give young people experience of voluntary work, teamwork, sport, and fitness..

At the end of the second last year in the secondary school (Year 6 in the European School system), the school must predict the student’s final A-level grades (or equivalent

marks) on a series of subjects as part of the application process for the UK universities. The problem can be that this idea of “prediction” is often unknown in many other - non Anglophone - education systems.

Afterwards, following a review of applications, likely suitable applicants (in some cases up to 10% of applicants) are usually called for interview by the universities. The criteria for being called or not for interview seems to include the predicted final academic results, the letter of motivation and what voluntary/work /other experience the applicant can show. These interviews can have pretty unpredictable results even for strong academic students. Interviewers are said to look for more than just high academic ability, high test scores and predicted A-level/final examination grades, giving high importance to “evidence of a caring personality”, the latter being evaluated with criteria that only the evaluators know and assess.

If all this is successfully achieved, the applicant will need finally very high scores in graduation in order to secure an offer. The whole procedure is demanding, more suitable for applicants with a lot of early maturity, real focus on their studies, stamina, good health and solid nervous systems. Kids from affluent families with supportive parents have an advantage of course, since they are more likely to have access to special (private) courses preparing for the UKCAT test, coaching for the interviews, extra tuition for better school results etc. etc.

Despite the difficulty in being accepted to study medicine and dentistry, probably because of the immediate employability, the high salary expectancy (nearly £32,000) and the social status offered to the graduates of the subject, it remains very competitive with an observed increase on applications.

As a normal result of the UCAS selection system, often at the end of the selection procedure there are large numbers of places for different courses still available in many Universities. Unfilled places are undesirable for the universities because they mean – inter alia - a loss of funds for these establishments. (Annual fees for studies in the UK are generally 9000 pounds sterling for EU students (“EU” including of course the UK students) and much higher for the non – EU students; fees in Scotland are lower).

Again, UCAS comes on the scene, endeavouring to fill the remaining places through what is known as the “Clearing” procedure. The available places are published and the (unsuccessful) candidates are invited to make applications. This procedure occurs every year in mid - August.

As mentioned above, UK universities offer a huge variety

of possible degrees. Not all degrees share the same popularity among the candidates or the employers. Following the statistics of UCAS, the 10 most popular degrees among students are as follows (the figures come from statistics and are rounded up):

1. Subjects allied to Medicine (except Medicine): Applications: 360.000. These degrees are covering many fields including biomedical sciences and physiotherapy (A pretty popular degree).

Candidates accepted: 49.475

Candidates accepted via “clearing”: 5.661

2. Business and Administrative studies: Applications: 280.000. The interest in these degrees can be explained by the impression that it seems rather easy to get a nice job with such a degree.

Candidates accepted: 60.990

Candidates accepted via “clearing”: 8.565

3. Creative Arts and Design: Applications: 245.000. This group includes the fine arts, graphic design, illustration, textiles, interior design, fashion design, product design and animation, etc.

Candidates accepted: 51.645

Candidates accepted via “clearing”: 4.022

4. Biological Sciences: Applications: 232.000. Applications to Biological Sciences are increasing.

Candidates accepted: 44.415

Candidates accepted via “clearing”: 5.426

5. Social Studies: Applications: 202.000. Degrees in social studies are (in the UCAS statistics) anthropology, criminology, psychology and social work. Again the applications are on the increase.

Candidates accepted: 40.930

Candidates accepted via “clearing”: 5.476

6. Engineering: Applications: 140.000. Once engineering was among the degrees most in demand but now it has fallen to 6th place. Possibly because these studies are very demanding and on the other hand the salaries are relatively stagnant. Still, this year applications for these degrees showed an 11 percent increase. Starting salary levels vary between £ 23.000- 26.000 £ / annum.

Candidates accepted: 27.155

Candidates accepted via “clearing”: 3.586

7. Law: Applications: 108.000. The number of applicants remains statistically stable despite the fact that most (up to 88%) of law graduates found a job or further study within less than a year of graduating.

Candidates accepted: 23.740

Candidates accepted via “clearing”: Not known in this moment.

Law remains the most popular course in clearing searches (followed by pharmacy, economics, psychology and nursing). Relatively few places are found for Law via “clearing”.

8. Physical Sciences: Applications: 105.000. This sector shows a five per cent increase in applications. In November 2013, a £350 million funding boost was announced for new facilities at 24 universities for physical sciences and engineering. Possibly this influenced the UK applicants.

Candidates accepted: 19.325

Candidates accepted via “clearing”: 1.979

9. Medicine and Dentistry: Applications: 99.000. The number of applications reflects the interest in this career, but as mentioned above access to these studies remains rather difficult.

Candidates accepted: 8.765

Candidates accepted via “clearing”: 1 (one)

10. Computer Science: Applications: 97.000. Interest in this sector is important and increasing. This year saw a 13% per cent increase. Starting salary levels are nearly £22.000.

Candidates accepted: 21.710

Candidates accepted via “clearing”: 2.766

Dropout

As mentioned in the introduction, the drop out level is low in the UK compared to the universities of the Continent. The 10 subjects with the highest dropout are:

1. Computer science: Per cent drop out rate: 11,0. The drop out of computer science courses is relatively high even though the UK has a shortage of digital skills.

2. Engineering and technology: Per cent dropout rate: 8,3. Engineering and technology students are the second most likely to drop out of university, despite the general demand for engineering graduates.

3. Mass communication and documentation: Per cent drop out rate: 7,8. This sector includes media studies, journalism and publishing (Accepted candidates for this sector per year: between 13.000 and 11.000).

4. Subjects allied to medicine: Per cent drop out rate: 7,4. The drop out of the subjects allied to medicine is high despite the high employability of the graduates (92% finding a job or another course after 6 months). On the other hand, medicine and dentistry only show a 2% dropout rate.

5. Creative arts and design: Per cent drop out rate: 7,4. Student satisfaction is very low, 3,000 students chose to drop out.

(Continued on page 8)

The 10 most popular degrees in UK universities

(Continued from page 7)

6. Agriculture and related subjects (Incl. Veterinary) : Per cent drop out rate: 7,3 . This could be explained by the low employability of certain graduates. Latest figures show that graduates in agriculture and related subjects are earning an average of £23,000 after three years when (say) a nurse can get much more - 25.000 pounds - almost immediately. Accepted candidates per year: Between 6.000 and 8.000.

7. Architecture, building and planning: Per cent drop out rate: 7.2. Accepted candidates per year: Between 11.000 and 9.000 (with tendency towards fewer candidates in the last 5 years).

8. Business and administrative studies: Per cent drop out rate: 7,2. Nearly 2.700 students decided that the business world was not for them, although career prospects are good (85% of graduates finding a job or continuing with education after 6 months after graduation).

9. Biological sciences: Per cent drop out rate: 6,7. A score of 2.460 students dropped out of biological sciences courses in 2011/12. Still the number applications submitted to UCAS is increasing.

10. Law: Per cent drop out rate: 6.6. Law has the reputation for being one of most demanding subjects, which can

explain the drop out percentage. On the other hand, Law studies present excellent career prospects and remain very much in demand.

In conclusion, third level studies in the UK remain very attractive, with ever higher numbers of students trying to be accepted. Some courses such as the ones mentioned above are and seemingly will remain very popular. Scottish universities also remain very popular because of the low tuition fees and the excellent education level. For Continental Europeans, the UK remains a good alternative to the very expensive USA education system or the remoteness of Canada or Australia.

Irish universities are also growing in popularity in third countries over the last decade and more, with an important international participation in third level education courses. As in Scotland, EU students benefit from the lower tuition fees in Ireland. (Delete: this is inaccurate - third level sector in IRL is bigger proportionately than UK).

It must be added that there has been an important increase in the number of courses being offered through the English language in universities on the Continent. Prague, Budapest, Sofia, Milano, Maastricht, Rotterdam, Tartu, and many others, are all offering such courses. This includes for "restricted areas" such as medicine, dentistry, pharmacy and veterinary. Will this result in the UK facing increasing competition for students wishing to study through English in the years ahead? Only time will tell.

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Applications	2,195,637	2,387,415	2,720,498	2,847,012	2,636,252	2,711,870
Applicants	588,689	639,860	697,351	700,161	653,637	677,375
Accepted applicants	456,627	481,854	487,329	492,030	464,910	495,595
Main scheme accepts	375,105	399,283	409,994	415,340	382,535	410,385
Extra accepts	5,327	5,619	7,018	9,537	7,859	7,815
Clearing accepts	43,890	47,673	46,925	51,169	55,721	57,100
Direct entrants	32,305	28,897	23,015	15,432	17,466	19,080
Adjustment accepts	-	382	377	552	1,329	1,220
Applications to acceptances ratio	4.8	5.0	5.6	5.8	5.7	5.5
Applicants to acceptances ratio	1.3	1.3	1.4	1.4	1.4	1.4
Average applications per applicants	3.7	3.7	3.9	4.1	4.0	4.0

Applicants						
Subject group (JACS)	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A Medicine and Dentistry	21,152	21,682	24,354	25,068	24,347	24,765
B Subjects allied to medicine	60,213	71,189	91,569	95,560	92,893	96,015
C Biological sciences	38,109	40,805	46,473	48,165	46,012	50,455
D Veterinary sciences, agriculture and related subjects	5,598	6,405	7,550	7,982	7,487	8,260
F Physical sciences	16,414	17,458	19,361	20,672	20,465	21,850
G Mathematical sciences	26,500	29,362	32,234	33,407	8,952	9,310
H Engineering	24,736	28,269	30,581	31,202	30,357	32,190
I Computer sciences	-	-	-	-	21,823	24,160
J Technologies	2,074	2,373	2,475	2,422	1,891	1,855
K Architecture, building and planning	11,617	12,036	11,705	11,283	9,407	9,195
L Social Studies	42,856	47,511	55,119	55,396	48,787	49,400
M Law	23,252	24,759	26,217	27,074	25,711	27,140
N Business and administrative studies	62,307	67,407	72,067	75,756	71,368	72,670
P Mass communications and documentation	10,674	11,928	12,907	13,580	11,769	13,040
Q Linguistics, classics and related studies	14,139	14,919	15,762	15,046	13,916	13,900
R European languages, literature and related studies	4,938	5,112	5,360	5,309	4,715	4,490
T Non-European languages, literature and related studies	1,215	1,371	1,453	1,446	1,160	1,150
V Historical and philosophical studies	15,993	17,253	18,133	17,814	16,536	17,150
W Creative arts and design	63,002	68,135	74,993	75,977	64,501	67,105
X Education	19,099	20,700	23,081	23,631	21,605	21,595
Combined sciences	2,951	3,513	3,738	3,486	3,573	3,430
Combined social sciences	3,183	3,436	3,754	3,498	3,055	2,970
Combined arts	10,242	11,139	11,299	10,517	8,854	8,800
Sciences combined with social sciences or arts	11,755	13,829	14,959	13,546	11,361	10,110
Social sciences combined with arts	8,544	9,298	9,553	8,598	7,806	7,605
General, other combined and unknown	1,735	1,985	2,150	1,903	2,861	2,940
No preferred subject group	86,391	87,986	80,504	71,823	72,425	75,825
Total	588,689	639,860	697,351	700,161	653,637	677,375

Disclaimer:

The data are taken from UCAS statistics and publications in the UK daily press. The above article is an attempt to give to the reader a general idea of a complex educational environment and has not to be seen as a rigorous scientific study of the UK system. For specific information and decisions related to studies the reader should refer himself to the UCAS website and other relevant sources like University websites etc. The opinions mentioned in the article are the views of the author.

The 10 most popular degrees in UK universities

Accepted applicants						
Subject group (JACS)	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A Medicine and Dentistry	9,258	9,233	9,246	9,067	9,078	8,765
B Subjects allied to medicine	43,275	48,171	49,963	48,023	46,616	49,475
C Biological sciences	35,598	37,049	38,892	40,227	39,625	44,415
D Veterinary sciences, agriculture and related subjects	4,948	5,542	5,869	6,213	5,779	6,445
F Physical sciences	16,523	17,328	18,041	18,464	18,271	19,325
G Mathematical sciences	26,472	28,538	28,948	29,265	8,098	8,475
H Engineering	23,519	25,452	26,070	26,022	25,293	27,155
I Computer sciences	-	-	-	-	19,353	21,710
J Technologies	2,968	3,177	3,244	2,817	2,345	2,560
K Architecture, building and planning	10,333	10,289	9,413	8,956	7,552	7,730
L Social Studies	35,146	36,977	38,841	40,225	37,830	40,930
M Law	21,196	22,059	21,913	22,768	22,080	23,740
N Business and administrative studies	55,892	58,545	59,388	61,484	57,593	60,990
P Mass communications and documentation	10,456	11,057	11,234	11,834	10,596	11,845
Q Linguistics, classics and related studies	12,456	12,910	12,703	12,660	12,032	12,460
R European languages, literature and related studies	4,651	4,618	4,678	4,576	4,065	4,005
T Non-European languages, literature and related studies	1,558	1,494	1,485	1,434	1,234	1,255
V Historical and philosophical studies	14,464	14,848	15,002	15,092	14,162	14,930
W Creative arts and design	49,188	52,382	51,702	53,258	47,736	51,645
X Education	15,458	16,128	16,455	17,136	16,896	17,860
Combined sciences	7,320	5,617	8,097	8,361	8,176	8,380
Combined social sciences	5,762	7,907	5,754	5,639	5,098	5,180
Combined arts	12,979	13,532	13,172	12,778	11,157	10,925
Sciences combined with social sciences or arts	20,149	21,016	20,872	19,797	17,531	17,410
Social sciences combined with arts	11,713	12,509	12,136	11,962	10,623	11,040
General, other combined and unknown	5,345	5,476	4,211	3,972	6,091	6,955
Total	456,627	481,854	487,329	492,030	464,910	495,595

Les « MASTERS » des Universités Françaises, une concurrence aux « Grandes écoles » ?

Ceux qui ont fait des études universitaires en France avant 1998 ont connu le DEUG, puis la « licence », un titre universitaire normalement obtenu 3 ans après le baccalauréat (BAC+3), suivi le plus souvent de la Maîtrise (BAC+4), celle-ci suivie du Diplôme d'études approfondies (DEA) ou du DESS, et de diverses formules possibles de Doctorats.

Le système Français, complexe et parfois mal connu, avait des difficultés sur le plan international, face à la concurrence anglo-saxonne qui avait adopté un système plus simple globalement, c'est-à-dire le « Bachelor » de trois ans d'études après le BAC (BAC+3), suivi du « Master » (BAC+5 ou même parfois BAC + 4) et du « Ph. D. » (le plus souvent BAC+8).

Ainsi, en 1998, le gouvernement Français a introduit la nouvelle maîtrise « Masters », un diplôme qui est obtenu avec deux années d'études supplémentaires après la licence (BAC+5).

L'introduction du nouveau diplôme et aussi son nom ont soulevé des polémiques. Certains ont trouvé qu'en s'alignant sur le monde anglophone, la France trahissait d'une certaine manière son identité et que ce diplôme ne servirait à rien, d'autres ont protesté surtout pour le terme utilisé et insisté pour l'utilisation du nom officiel « francophone » de « Mastère ».

La réalité sur le terrain a prouvé que les critiques concernant son utilité avaient tort. Le nouveau diplôme, qui s'est aujourd'hui imposé, a très vite gagné une place de choix dans le panthéon des diplômes universitaires. Les Universités, face à la réussite du modèle, se sont empressées de l'offrir dans toutes les combinaisons possibles et très vite les chiffres ont explosé.

En 2013, les Universités Françaises offraient environ cinq mille intitulés de « Masters » différents. En effet, chaque Université a voulu offrir le maximum de choix tout en se positionnant dans des « niches » de formations pointues, dans des domaines où les autres n'étaient pas présents, et combinant souvent des disciplines apparemment distinctes.

Il est devenu évident qu'il fallait rationaliser. La décision a été prise de diminuer le nombre de Masters à 246 intitulés à partir de 2015, tandis que les « licences » - étape nécessaire pour arriver au Master - passaient, déjà à partir de 2014, de 322 à 45. (Loi sur l'enseignement supérieur et la recherche, votée en 2013).

Même ainsi, un même intitulé ne couvre pas forcément le même programme d'études, les universités conservant un degré important de liberté. De plus, le contenu des études peut être revu selon les besoins des étudiants, les évolutions du marché de travail, le coût de l'enseignement etc., mais la simplification et la rationalisation sont indéniables.

Les employeurs ont plutôt bien accueilli les nouveaux diplômés, mais dans la multitude inflationniste des Masters, il y avait, comme on pouvait s'y attendre, des Masters quasi-inconnus des responsables des ressources humaines des entreprises, et d'autres qui étaient très appréciés et recherchés par ceux qui engagent du personnel. Pour guider les intéressés, certaines organisations professionnelles ont même établi des listes de Masters disons « recommandés » à divers degrés.

Du point de vue des employeurs, les diplômés de Masters peuvent constituer un personnel motivé, hautement qualifié, ayant des connaissances dans des domaines très pointus, ce qui était le plus souvent le cas par le passé des étudiants qui avaient terminé les « Grandes écoles ».

Les diplômés des Grandes écoles sont parfois considérés comme ambitieux dans leurs attentes, tant en matière de postes - accès direct ou rapide à des postes de responsabilité - que de niveau de salaire. Ainsi, un nombre croissant d'employeurs a commencé à donner la préférence à des diplômés des universités possédant un Masters, les considérant comme plus flexibles, prêts à faire leurs preuves, moins chers et tout aussi bien formés pour le poste à occuper.

Les « Grandes écoles » n'ont pas apprécié cette évolution et ont répondu avec la mise en place de diplômés qui ont le grade de Master et des « Mastères spécialisés » (BAC+6) qui offrent une formation encore plus pointue dans la lignée de la pensée des Grandes écoles.

S'est ainsi amorcée pour la première fois une certaine concurrence sur le marché de l'emploi entre les diplômés des Universités et ceux des Grandes écoles. Dans ce processus, les universités plus "généralistes" ont eu tendance à jouer la carte d'une plus grande professionnalisation, ce qui a avivé la concurrence faite aux Grandes Ecoles.

Certes une Université ne peut que difficilement offrir le réseau humain qu'une Grande Ecole a établi depuis longtemps, mais elle développe d'autres atouts, notamment l'appartenance à des réseaux internationaux, qui peuvent

(Continued on page 12)

Les « MASTERS » des Universités Françaises, une concurrence aux « Grandes écoles » ?

(Continued from page 11)

aider les étudiants qui le souhaitent à exercer une mobilité, (par exemple en allant étudier une année dans un autre pays), puisque le titre de Master est facilement reconnu auprès d'autres Universités Européennes, voire de celles de pays tiers.

Cette concurrence Universités - Grandes écoles ne sera pas éteinte d'ici demain, chaque « adversaire » forgeant chaque année des nouvelles offres et faisant la publicité de son taux de réussite sur le plan professionnel, afin d'attirer les meilleurs élèves.

Comme toute compétition saine, un des effets peut être à plus ou moins long terme l'amélioration des deux filières.

Et les étudiants dans tout ça ? Grâce au Master, les étudiants sont à même d'obtenir des qualifications qui, sans être forcément analogues à celles des Grandes écoles, sont

(en tous cas aux yeux des patrons) également valorisables sur le marché de l'emploi, mais sans passer par le purgatoire des années préparatoires, des concours etc., qu'impose le système particulier des grandes écoles.

Mais obtenir un Master n'est pas une affaire facile. Les étudiants, Français et étrangers doivent fournir l'effort nécessaire : le taux de sélection à l'entrée des études de Masters peut aller selon le cas à 30% et ensuite, durant les études, le taux d'échec est loin d'être négligeable.

Il est aussi un fait que, les Masters ne sont pas tous bien cotés, et ne garantissent pas la réussite dans l'entrée sur le marché du travail. L'étudiant doit donc choisir attentivement avant de se lancer, chercher dans la meule de foin des centaines de diplômes offerts, celui qui s'adapte le mieux à son plan de formation et à son plan de carrière.

Study about the teaching profession

At a time when several countries are faced with shortages of qualified teachers, a new study undertaken on behalf of the European Commission looks at what Member States could do to attract the best people into the profession. The study looks in detail at what makes the teaching profession attractive (or not), maps the different policy measures that countries use (or could use) to attract high-quality recruits, to make careers more attractive, and to enhance the social status and prestige of teaching, and assesses their effectiveness.

It also makes recommendations for improvements. The study concerns teachers in primary and secondary education (ISCED 1, 2 and 3) in 32 countries (the 28 EU Member States plus Iceland, Liechtenstein, Norway and Turkey). It is based upon a survey of more than 80,000 student teachers, teachers and school leaders, interviews with national decision-makers, and a review of the research in the field. The key findings are the following:

- ◆ In most European countries, the teaching profession has lost much of its attraction for the best candidates because of a decline in prestige, poorer working conditions and relatively low salaries. But Ireland, Finland, Scotland buck this trend.

- ◆ Few countries have specific, long-term strategies to make the profession more attractive to the best candidates, or even to evaluate the effectiveness of their current policies.
- ◆ In many countries, the teacher shortage is addressed by longer working hours for teachers, higher pupil-teacher ratios or an increase in the retirement age.

More information:

http://ec.europa.eu/education/news/2014/2010428-teaching-profession-attractive_en.htm

Le Nobel de la paix récompense Malala Yousafzai et Kailash Satyarthi pour leur combat contre l'oppression des enfants et des jeunes et pour le droit de tous les enfants à l'éducation, y compris les jeunes filles.

Éducation européenne se réjouit de cette reconnaissance du combat prioritaire contre l'exclusion, l'exploitation et le manque d'éducation.

Comparing Universities: U-Multirank: Launch of new global university ranking

U-Multirank, the new global university ranking, was released last May (www.umultirank.org). This unique new tool for comparing university performance currently includes information on more than 850 higher education institutions, more than 1,000 faculties and 5,000 study programmes from 70 countries.

U-Multirank takes a different approach to existing global rankings of universities; it is multi-dimensional and compares university performance across a range of different activities grading them from “A” (very good) to “E” (weak). It does not produce a league table of the world’s “top” 100 universities based on composite scores. Instead, it allows users to identify a university’s strengths and weaknesses, or the aspects that most interest them.

This new user-driven and multi-dimensional ranking goes beyond simplistic league tables and addresses many of the criticisms of existing global university rankings. The leading persons behind the scenes are Professor Dr. Frans van Vught, from the Center for Higher Education Policy Studies at the University of Twente in the Netherlands, and Professor Dr. Frank Ziegele, from the Centre for Higher Education in Germany.

U-Multirank enables users to compare particular sorts of universities (“like with like”) in the areas of performance of interest to them. It indicates how universities perform

by showing their position in five performance groups (A=“very good” through to E=“weak”) in each of 30 different areas. While comparisons using U-Multirank are user-driven, it does include three “readymade” rankings – on research, on the strengths of universities’ economic involvement and on Business Studies programmes.

The wide range of new indicators of performance cover five broad dimensions: teaching and learning, regional engagement, knowledge transfer, international orientation and research. Students and other stakeholders have played a major role in developing U-Multirank and the ranking has been tested by student organisations.

It is also the first international comparison to include all types of higher education institutions. One important feature of U - Multirank is that it provides a much better reflection of the diversity of our higher education institutions. The system focus not only on comprehensive internationally-oriented research universities but the full range: including specialist colleges, regionally orientated institutions and Universities of Applied Sciences.

U-Multirank shows the performances of the institutions as a whole but also ranks them in selected academic fields: in 2014 the fields are business studies, electrical engineering, mechanical engineering and physics; in 2015 psychology, computer science and medicine will be added.

Information gaps holding back higher education in EU

Not enough countries are using the information they collect on higher education to improve their universities and the opportunities they offer for students. This is shown in a Eurydice report published on 22 May 2014.

The report “Modernisation of Higher Education in Europe: Access, Retention and Employability” investigates what governments and higher education institutions are doing to widen access to higher education, increase the number of students that complete higher education (retention), and give guidance to students on entering the labour market (employability).

The report shows that:

- Although many countries collect information about their student populations, data analysis is often not linked to concrete objectives (such as ensuring access of disadvantaged students to higher education).
- Very few countries have set targets for improving access to higher education for people from underrepresented groups such as low-income backgrounds.

- About half of European higher education systems have bridging programmes for entrants not coming directly from secondary education and award higher education credits that recognise the value of students' prior learning. A significant number of countries do not systematically calculate completion and/or drop-out rates.
- In most countries, higher education institutions have to submit information on employability (e.g. employment rates of their graduates, how they develop the skills necessary for their graduates to find a job) for quality assurance. However, graduate tracking information is as yet rarely used to develop higher education policies.
- Using quality assurance to promote crucial policy goals for wider access and better retention and completion rates can help in monitoring students' progress, and identify how higher education institutions (e.g. universities, colleges) use this information to feed back into a cycle of quality enhancement.

More information:

http://eacea.ec.europa.eu/education/eurydice/documents/thematic_reports/165EN.pdf

Election of the new Management Board 2014-2018 of the European Association of Career Guidance.

The EUROPEAN CAREER Guidance Conference 2014, CAREER-EU 2014, was organized between the 28 April to 2 May 2014 in Nicosia Cyprus, by the European Association of Career Guidance, in cooperation with the European Association of ERASMUS Coordinators and the INENTER Network.

The main themes of the conference included sessions on strengthening opportunities for international youth, vocational guidance counselling, NGO's in career services, personality and skills diagnostic tools, virtual mobility, bringing youth into employment, effective career guidance via strong employer skills etc.

During the Conference, the European Association of Career Guidance, EACG, held its General Assembly, during which the new Management Board was elected for the years 2014-2018.

The new president of the Board for 2014-2108 is Dr. Gregory Makrides, University of Cyprus.

The European Association of Career Guidance (EACG) was founded in 2010, within the framework of the European project "CAREEREUshop: One-Stop-Service-Career-Guidance- Shop for Europe» which is funded by the European Commission under the framework of the Life- Long Learning Programme. EACG is open to all natural and legal entities, and has the following purposes:

1. To enable information and experience exchange by career guidance counsellors and HR practitioners;

2. To circulate provisions of the Europe 2020 Strategy and its updates in academic and professional circles;

3. To support the process of raising education and professional standards and quality in the territory of the European Union;

4. To support and contribute to the European Employment and Vocational Education and Training Policies;

5. To organize training and train-the-trainer courses for the promotion of Life-Long Learning (LLP);

6. To organize seminars and conferences, which will enable direct communication among the Association members and beyond and for the definition of new areas of the Association activities;

7. To prepare proposals within the framework of EU programmes funded by the European Commission;

8. To cooperate as a coordinator or partner in European projects;

9. To produce publications of interest to EACG members and the interested audience.

More information:
<http://www.eacg.eu>

Le réseau des anciens des écoles européennes

Alumni Europae

Alumni Europae wants to unite and reunite former students, as well as parents, teachers and staff from all European Schools, by putting like-minded people in touch on a social and professional level.

<http://www.alumnieuropae.org/>

On this website :

Harry van Lingem, a former teacher of English, Sociology and Human Sciences at the ES Bergen and Karlsruhe (1987-2004) has written a book which has been released about the European School system and its developments over the years.

It is an interesting read for past, present and future generations of parents, pupils, teachers and governors of the ES.

The Marie (Skłodowska) Curie fellows enjoy career success

The Members of the “Marie Curie fellows” enjoy greater success in obtaining grants from the European Research Council (ERC) than their peers, according to a report.

A study from the European Commission finds that researchers who have held a Marie Curie fellowship, which funds a period of exchange to a foreign institution, are more likely to be awarded an ERC grant for research excellence.

This also extends to other internationally-recognised awards, with female Marie Curie researchers having a 13 per cent greater probability of obtaining high-profile awards later in their career than non- Marie Curie fellows, reports the study.

Other benefits of the programme include publication success, with Marie Curie fellows recording more articles in higher-profile journals and better citation records.

Completing a Marie Curie Fellowship (MCF) does have definite beneficial impacts on a researcher’s career prospects. On several career and professional achievement indicators, MC former fellows score more positively than non-fellows (the ‘control group’ – CG).

However, the differences between MC fellows and the CG’s outcomes are often small, since

- (i) Benefits take longer time to fully materialise; and
- (ii) Non-MC fellows often had access to equivalent mobility schemes, which produced similar effects.

MC-related positive effects are more marked for academic researchers, while there is room for improving collaboration and mutual benefits with the private sector.

Overall, MC enjoys a highly positive reputation and has frequently attracted talented EU researchers educated in prestigious universities. The degree of affiliation of former fellows remains high, even many years after the end of fellowship.

Mobility of researchers: MC fellows are more ‘mobile’ than CG. This concerns especially geographical mobility, and to a lesser extent cross-sector or cross-disciplinary mobility.

MCFs have often proved successful in supporting the return moves of European researchers, as well as in attracting and retaining non-EU researchers (especially from ‘BRICS’ countries).

Career drivers and employability. MC fellows reported that MCF contributed significantly to other key career

‘drivers’, such as (i) access to high quality research facilities and labs, (ii) enlarging their professional network and (iii) improving their interdisciplinary skills.

MCF can improve fellow’s immediate employability slightly better than other types of fellowship. In many instances former fellows have been offered an employment in the host institution after the end of MCF.

Professional outputs: The results of the study shows that – all other factors considered – MC fellows’ publications are more-often cited than the CG’s, and are more frequently published on influential scientific journals.

MC fellows are more successful in applying for European Research Council (ERC)’s competitive grants for high quality research.

Conversely, limited or no positive MC effects have been found concerning submission/commercialization of patents;

MC fellows achieve professorship titles more frequently than others, but somehow later in their career, and are more likely than the CG of leading a team of researchers, i.e. holding a principal investigator position.

MC fellows often enjoy better employment contracts than the CG (e.g. open-ended tenure), but this does not necessarily implies higher income.

MC fellows are more satisfied with their job than the CG, and this is true in general and for each individual aspect considered.

Gender gap: The study confirmed the existence of a ‘gender gap’ in research, which is apparent in many areas, such as: (i) less mobility; (ii) difficulties in reconciling work and family life; (iii) ‘active’ discrimination (salary, career progress, harassment etc.)

MCFs appear to have some impact in closing the gender gap, for instance with respect to:

- (i) chances of being appointed as Associate Professor, Professor or Principal Investigator;
- (ii) resuming an interrupted career (e.g. for maternity);
- (iii) number and quality of publications; and
- (iv) access to research funds of international nature.

If you wish a copy of the full study (available only in EN) please contact “European Education”

Colloque « Enseigner l'Europe et l'UE à l'école : méthodes et enjeux »

12-13 février 2015, ESPE Aix-Marseille Université

L'Europe est aujourd'hui l'échelle incontournable au sein de laquelle le citoyen et le futur citoyen évoluent. Cet objet complexe, dans ses réalités géographiques et institutionnelles notamment, s'invite dans le quotidien des élèves par le biais d'une actualité foisonnante, difficile à décrypter. Comment l'École appréhende-t-elle l'Union Européenne ? Permet-elle de mieux saisir les évolutions politiques des dernières décennies ?

Chercheurs et pédagogues se sont déjà penchés sur la question mais la mise en œuvre de nouveaux programmes scolaires, reflet de la pensée officielle « nationale » sur l'Europe, justifie de s'interroger sur la nature et les modalités de sa transmission, de l'UE comme objet scolaire. Ce questionnement doit s'inscrire dans une dimension pluridisciplinaire et concerne tous les acteurs qui « parlent d'Europe » avec leurs élèves.

Issue des travaux du groupe de recherche EUTOOLS d'Aix-Marseille Université, associant l'ESPE et le Master Etudes Européennes d'AMU, la réflexion sur l'enseignement de l'Europe et de l'UE nécessite de s'élargir et de s'enrichir par le débat. Pour cela, le colloque organisé en février 2015 propose des débats ouverts à toutes les disciplines des sciences humaines concernées (histoire, géographie, sciences politiques, sciences de l'éducation, philosophie, langues...). Il se veut un lieu d'échanges sur les pratiques et les réflexions en cours relatives aux thématiques définies suivantes, dans lesquelles les communications devront s'inscrire :

1/ L'« Europe », un objet des savoirs scolaires. Les programmes scolaires proposent une vision de l'Europe et de l'Union européenne (à distinguer), reflet en constante évolution des orientations politiques et idéologiques nationales. Quelles sont les approches, les représentations, et

leurs évolutions, de l'Europe et de l'UE à l'École ? Cette thématique questionne l'École comme « décodeur » du monde et de l'Europe en particulier.

2/ L'Europe dans et hors la classe. Enseigner l'Europe conduit-il à des choix didactiques et pédagogiques particuliers ? Quelles sont les disciplines concernées et comment transférer l'interdisciplinarité du sujet dans la pratique éducative et scolaire ?

En dehors des enseignants (et de l'Éducation nationale pour la France), qui sont les acteurs d'une formation à l'Europe ? Quelle est la place, le rôle, l'action et ses limites des autres acteurs, institutionnels ou associatifs, intervenant dans les « champs européens » ?

3/ Identité et conscience européenne. La formation du citoyen européen paraît incontournable, mais relève-t-elle de la formation d'une identité européenne, voire d'une conscience européenne ?

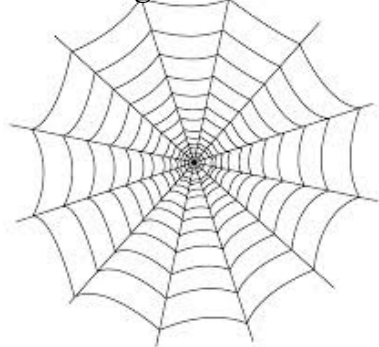
4/ L'Union européenne et le monde éducatif. Quel est le rôle des institutions communautaires dans la formation à l'Europe des enseignants et de leurs élèves ?

Toutes ces thématiques sont ouvertes aux perspectives comparatives entre les pays de l'Union européenne et au-delà.

Contact : mauve.carbonell@univ-amu.fr
<http://espe.univ-amu.fr/>

We are on the web !

gudee.eu



éditeur responsable : Georges Vlandas - responsables de la rédaction : Georges Spyrou, Trémour Denigot
site web : Jean-Paul Soyer.

rédaction : Ana Gorey, Joëlle Salmon, Daniella Pedroni, Michael Stenger, Philippe Le Guay, Hélène Chraye, Jacques Steiver, Carmen Zammit, Jean-Paul Soyer, Ignazio Iacono, Carine Lingier, Karin van Vrede, Eulalia Claros, Andrea Mairate, Anna Maria Silvano, Augustino Manna, Gérard Hanney Labastille, Marie-Claire Simon, Bea Postiglione, Jean-Albert De Haan, Thomas Fairhurst, Ben Montgomery, Karl Sexton, Alexander Zammit, Katarzyna Horemans, Ute Bolduan, Tomas Garcia-Azcarate

Vous pouvez réagir à nos textes sur notre groupe Facebook *Ecoles Européennes* :
<http://www.facebook.com/group.php?gid=133984266647113&ref=ts>